

Les mécanismes du programme de SES de terminale



Chapitre 1 : Quelles sont les sources de la croissance économique ?

↗ qté facteurs de production (L et K) => croissance

↗ efficacité des facteurs de production => croissance

R&D => innovation => PT => ↗ PGF => croissance

Innovation de procédé => ↗ productivité du K et du L => ↗ PGF => croissance

Innovation produit => ↗ compétitivité hors prix => ↗ part de marché => croissance

Gain de productivité => ↗ profit => ↗ capacité de financement => ↗ investissement => ↗ Qté K-L et/ou ↗ PGF => croissance

Gain de productivité => ↗ salaires => ↗ pouvoir d'achat => ↗ demande de consommation => croissance

Gain de productivité => ↘ prix => ↗ pouvoir d'achat => ↗ demande de consommation => croissance

Institutions => droits de propriété (brevet) => incitation à l'investissement, l'innovation... => croissance

Etat => finance (directement ou indirectement) ou facilite les investissements dans K public, K humain, K technologique car ce sont des biens collectifs qui génèrent des externalités positives favorables à la croissance.

En présence d'externalités, le marché est défaillant

Pouvoirs publics doivent donc **internaliser** les externalités en leur donnant un prix (taxe, amende, subvention, rémunération de l'émetteur de l'externalité positive) ou en la produisant -ou faisant produire- lui-même (financement par l'impôt)

PIB = VA productions marchandes + coûts des productions non marchandes

Demande globale = C^o (intermédiaires et finales) + FBCF + X (des ménages, entreprises, associations, APU)

L'équilibre Emplois-ressources :

Ressources	Emplois
Production (PIB) + M	= C^o (intermédiaires et finales) + FBCF + X + Δ stocks

Ce que le PIB mesure bien	La production de biens & services issus d'un travail rémunéré
	La production marchande : représentation synthétique d'une économie (+comparaisons internationales)
	L'évolution conjoncturelle de l'activité économique (expansion, ralentissement, récession avec la variation annuelle du PIB)
	Instrument pour analyser par qui la richesse est produite et comment elle est répartie
	Le TCAM du PIB permet de repérer les phases de croissance économique dans l'histoire.
Ce que le PIB mesure mal	La production non marchande
	Le niveau de vie moyen (PIB/hab)
	L'économie souterraine
	Le développement (PIB/hab)
Ce que le PIB ne mesure pas	Le travail domestique et le bénévolat
	Les inégalités
	Le bien-être et le bonheur (temps libre, chômage, insécurité, lien social, épanouissement...)
	Soutenabilité de la croissance

IDH (indice de développement humain) = revenu national/tête + espérance de vie à la naissance + taux de scolarisation

Mais l'IDH ne tient pas compte de l'inégalité de la répartition des revenus, des inégalités de genre de la pauvreté ou du développement durable.

Chapitre 2 : La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

Croissance nécessaire mais pas suffisante au bien-être et développement

Limites économiques de la croissance :

- épuisement des ressources énergétiques
- épuisement des ressources halieutiques
- déforestation
- ↗ concentration gaz à effet de serre (=> réchauffement climatique)

Environnement comme **bien commun** (*non excluable mais rival*)

Biens collectifs (*non rival et non excluable*) comme la connaissance, les routes, la sécurité...

Tout bien *non excluable* est sous-produit par le marché (car pas rentable) = défaillances du marché

Non excluable => phénomène du « **passager clandestin** »

D'où l'intervention de l'Etat recommandée par les **théories de la croissance endogène** notamment concernant les Infrastructures (**K public**), connaissance (**K technologique** = innovation et progrès technique), qualification main-d'œuvre (**K humain**) sont des **biens collectifs** qui génèrent de fortes externalités positives favorables à la croissance

Bien-être et développement résultent de l'interaction du **K naturel, K physique, K humain, K social et institutionnel**

L'analyse économique du DD repose sur l'hypothèse de substituabilité des différents capitaux (**substituabilité forte** et soutenabilité faible)

Le capital naturel est-il substituable avec le capital technologique ? (si on répond non, on est partisan d'une soutenabilité forte car **substituabilité faible**)

3 outils des pouvoirs publics pour protéger le K naturel :

- Règlementation (interdiction, normes, quotas)
- Taxation (taxes, amendes, subventions, primes, fiscalité écologique)
- Marché des quotas (ou permis) d'émission

Compte tenu du fait que chaque type de mesure climatique possède des avantages, des contraintes et des inconvénients, il est nécessaire et efficace de les utiliser chacune là où elles présentent le plus d'avantages et le moins d'inconvénients selon le type de pollution que l'on souhaite limiter voire interdire. Concrètement, ces 3 outils sont donc utilisés de façon combinée :

	Réglementation	Taxe	Marché
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> - Plafonne ou supprime les pollutions dangereuses aux effets irréversibles - Décision facile et rapide à prendre pour les PP : publier un décret ou règlement 	<ul style="list-style-type: none"> - Recettes fiscales - Chaque entreprise est libre de faire son propre arbitrage (calcul économique) entre le coût de la taxe et le coût de l'investissement de dépollution - Une fois la taxe imposée/acceptée, système de contrôle léger 	<ul style="list-style-type: none"> - On connaît à l'avance le volume des émissions polluantes - Détermine un plafond d'émissions - Souplesse du dispositif qui peut s'appliquer à des individus, des entreprises, des pays etc - Autorégulation du dispositif, le prix fluctue selon la confrontation libre des O et D de permis - Le marché des droits à polluer pourrait être international - Les émissions baissent d'abord là où le coût de la baisse est le plus faible - Forte acceptabilité politique
Inconvénients ou limites	<ul style="list-style-type: none"> - Système de contrôle lourd et couteux (bureaucratie) - Norme uniforme qui s'applique mal à des émetteurs hétérogènes et peut conduire à la faillite « des plus petits » (coût économique > gain environnemental ?) - Contournement si norme trop dure et pas internationale (fraude ou délocalisation) - Pas d'incitation à faire mieux que la norme - Effet rebond - Faible acceptabilité politique (lobbying) - Mise en place internationale difficile (harmonisation juridique) 	<ul style="list-style-type: none"> - On ne connaît pas à l'avance le volume des émissions polluantes - L'efficacité de la taxe dépend de la capacité des PP à prélever l'impôt et surtout de sa capacité à fixer le bon niveau de la taxe pour qu'elle soit incitative sans engendrer de contournement. - Mise en place internationale difficile (harmonisation fiscale) - Risque d'injustice si la fiscalité frappe autant les ménages pauvres que les autres, mais possibilité de moduler la taxe ou d'en redistribuer une partie aux plus pauvres. - Faible acceptabilité politique (lobbying) 	<ul style="list-style-type: none"> - Système de contrôle potentiellement lourd et couteux ? - L'efficacité du marché dépend de l'efficacité de l'autorité de surveillance (respect des quotas) et de régulation - Risques de spéculation - Faillite « des plus petits » (coût économique > gain environnemental ?)

Chapitre 3 : Les classes sociales persistent-elles face à la montée des inégalités ?

Points communs	Différences
<p>* même terminologie : « classes » pour définir des groupes selon un critère économique</p> <p>* contingence de la formation de « classes réelles » (plus forte chez Weber que chez Marx cependant, Weber est septique, Marx est volontariste en ce domaine de l'entrée en lutte des « classes »)</p>	<p>* « Classes sociales » (Marx) versus « classes » (Weber)</p> <p>* critère d'appartenance à une classe : propriété des MP (Marx) versus accès aux biens (Weber)</p> <p>* stratification binaire (1 seul critère) chez Marx versus stratification multidimensionnelle (3 critères) chez Weber</p> <p>* La dimension économique est centrale chez Marx versus elle n'est qu'une parmi 3 chez Weber qui privilégie le prestige (statut social et partis)</p> <p>* Tendance à la bipolarisation chez Marx versus non concordance possible et probable des 3 ordres chez Weber</p> <p>* Société conflictuelle chez Marx versus société plus pacifiée chez Weber</p> <p>* Réalisme (Marx) versus Nominalisme (Weber) cad les classes sont, pour Weber, uniquement des constructions théoriques, chez Marx, ces constructions théoriques ont en plus une certaine ou possible existence dans la tête des acteurs.</p>

Inégalités => clivages économiques => classe en soi => prise de conscience collective => classe pour soi => mobilisation collective => lutte des classes



Sociétés pré-industrielles = stratification d'ordres ou de castes

Sociétés industrielles = stratification de classes

Société post-industrielle => ↗ critères de différenciation sociale (âge, sexe, style de vie, statut professionnel) => brouillage des frontières de classes (?)

Société post-industrielle = quelle stratification ? (disparition ou brouillage des classes ?)

↗ inégalités => ↗ polarisation => ↗ stratification de classes

↘ inégalités => ↘ polarisation = ↗ moyennisation => ↘ stratification de classes

↗ salarisation + ↗ tertiarisation (↗ PCS 3, 4, 5 et ↘ PCS 1, 2, 6) + ↗ féminisation + ↗ qualifications => éclatement des classes sociales binaires (à la Marx)
=> montée des classes plurielles (à la Weber ou Mendras)

Moyennisation :

- généralisation de la Sécurité sociale,
- instances de représentations des salariés (comités d'entreprise, délégués du personnel...),
- stabilisation du statut (CDI, mensualisation, congés payés, hausse de salaires issues du partage des gains de productivité...),
- consommation de masse + accès à la propriété,
- massification scolaire

Faibles revenus => faible épargne => faible patrimoine => faibles revenus du patrimoine => faible revenus etc

Forts revenus => forte épargne => patrimoine élevé => revenus du patrimoine élevés => revenus élevés etc

Sur longue période : moyennisation économique (biens d'équipement) (mais pas des pratiques culturelles) qui masque le déplacement des inégalités vers des écarts plus subtiles

Sur courte période (depuis 10 ans) : retour des inégalités économiques (revenus et patrimoine)

Inégalités d'origine sociale => inégalités de réussite scolaire et de réseau social => inégalité d'emploi => inégalités de revenus => inégalités de logement et de loisirs => inégalités de réussite scolaire

Chapitre 4 : Qu'est-ce qui fait monter l'ascenseur social ?

3 déterminants de la mobilité/reproduction sociale :

- la structure de l'emploi,
- la famille,
- l'école

Mobilité sociale nette = mobilité sociale totale (ou observée) – mobilité sociale structurelle

Fluidité sociale ≈ mobilité sociale nette

↗salarisation + ↗tertiarisation + ↗féminisation + ↗qualifications => ↗PCS 3, 4, 5 et ↘PCS 1, 2, 6 => nouvelle structure d'emplois qui ferme des places et ouvre d'autres => mobilité sociale structurelle

Mythe : Massification scolaire => démocratisation scolaire => égalité des chances (méritocratie) => fluidité sociale (même probabilité pour tous les élèves d'accéder à tous les diplômes et professions)

Chômage de masse + massification scolaire = paradoxe d'Anderson (déclassement scolaire) = les diplômés sont de moins en moins rentables = déplacement de la sélection sociale via le tri scolaire vers les études supérieures

Bourdieu : Inégalités d'origine sociale => inégalités de capital culturel et scolaire => inégalités de réussite scolaire + inégalités de capital social (réseau social) => inégalités de réussite scolaire + inégalité d'insertion professionnelle => reproduction sociale

Boudon : Inégalités d'origine sociale => inégalités économiques + inégalités d'ambition scolaire => inégalités d'orientation => inégalité de réussite scolaire = inégalités d'insertion professionnelle => reproduction sociale

3 types de déclassement (mobilité sociale descendante) :

- déclassement intergénérationnel : PCS enfants < PCS parents,
- déclassement intra générationnel : chômage => dégradation emploi retrouvé,
- déclassement scolaire (paradoxe d'Anderson) : diplôme enfants vaut moins que diplôme parents (ex. ↘ rentabilité professionnelle du baccalauréat)

Les tables de mobilité

Avantages	Permettent de mesurer la mobilité sociale ascendante/descendante Permettent de mesurer la reproduction sociale Permettent de mesurer la mobilité structurelle donc la fluidité sociale Permettent des comparaisons dans le temps : MS de +/- forte ?
Limites	Ne Permettent pas des comparaisons internationales car seule la France a l'outil PCS Hétérogénéité des professions à l'intérieur d'une même PCS qui masque de la MS (ex. fils d'enseignant devenant médecin) Homogénéité de certaines professions appartenant à 2 PCS distinctes : surévaluation MS (ex. fils d'agriculteur devenant routier) La seule PCS mesure mal la MS car elle ne tient pas compte du statut (CDI/CDD) Mesurent mal la MS des filles Mesurent avec beaucoup de retard la MS

Chapitre 5 : Comment les pouvoirs publics contribuent-ils à la justice sociale ?

Principaux moyens d'intervention des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale (cad réduire les inégalités horizontales (couverture des risques sociaux) et verticales) :

- fiscalité,
- redistribution,
- protection sociale,
- services collectifs,
- lutte contre les discriminations.

Effet pervers ? Minima sociaux (ou indemnité chômage) \geq revenus du travail (emplois précaires atypiques) \Rightarrow trappe à inactivité (ou chômage ou pauvreté) par désincitation à la reprise d'emploi. Raisonnement abusif qui oublie que l'emploi ne procure pas seulement un revenu mais aussi un statut, une reconnaissance sociale, un sentiment d'utilité, l'estime de soi...

Redistribution :

Revenu disponible = revenus primaires – prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) + revenus de transfert

D1 : Revenu disponible > revenus primaires

D9 : Revenu disponible < revenus primaires

C95... : Taux de PRO régressif (graphique Piketty-Saez-Landais)

Et certains services collectifs profitent davantage à D9 qu'à D1 : études post-bac, musées, bibliothèques, théâtres publics

Pour l'école si on intègre la maternelle aux études supérieures, l'effet redistributif l'emporte

Chapitre 6 : Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Chocs \Rightarrow fluctuations

Choc d'offre négatif $\Rightarrow \searrow$ capacités productives \Rightarrow récession

Choc d'offre positif $\Rightarrow \nearrow$ capacités productives \Rightarrow expansion

Choc de demande négatif $\Rightarrow \searrow$ débouchés \Rightarrow récession

Choc de demande positif $\Rightarrow \nearrow$ débouchés \Rightarrow expansion

Δ consommation + Δ investissement + Δ exportations \Rightarrow **croissance effective**

Δ capital + Δ travail + Δ progrès technique \Rightarrow **croissance potentielle**

Croissance effective > croissance potentielle = inflation (pol de stabilisation)

Croissance effective < croissance potentielle = chômage (pol de relance)

Politique monétaire de relance $\Rightarrow \searrow$ taux d'intérêt $\Rightarrow \searrow$ coût du crédit $\Rightarrow \nearrow$ demande de crédit \Rightarrow stimulation de la demande globale (consommation et investissement) \Rightarrow expansion

Politique monétaire de rigueur (ou austérité ou stabilisation) $\Rightarrow \nearrow$ taux d'intérêt $\Rightarrow \nearrow$ coût du crédit $\Rightarrow \searrow$ demande de crédit \Rightarrow ralentissement de la demande globale (consommation et investissement) \Rightarrow récession

Politique budgétaire de relance $\Rightarrow \nearrow$ dépenses publiques et/ou \searrow prélèvements obligatoires \Rightarrow stimulation de la demande globale (consommation et investissement) \Rightarrow expansion

Politique budgétaire de rigueur $\Rightarrow \searrow$ dépenses publiques et/ou \nearrow prélèvements obligatoires \Rightarrow ralentissement de la demande globale (consommation et investissement) \Rightarrow récession

Politique budgétaire de rigueur (dite de consolidation budgétaire) => \searrow dépenses publiques et/ou \nearrow prélèvements obligatoires => \searrow déficit public = ralentissement de la demande globale (consommation et investissement) => récession => stabilisateurs automatiques => \nearrow dépenses publiques (\nearrow chômage, pauvres = \nearrow versements indemnités et minima sociaux) et \searrow prélèvements obligatoires (\searrow emploi = \searrow cotisations sociales versées, \searrow conso = \searrow TVA, \searrow revenus = \searrow IRPP et IS etc) = **effet cumulatif**

Bulle spéculative => krach => crise financière => pertes et anticipations pessimistes des agents économiques (entreprises et ménages) => \nearrow épargne de précaution et *credit crunch* => \searrow demande globale (conso + invest) et faillites => \nearrow chômage de masse => \searrow demande globale => \nearrow anticipations pessimistes etc = Dépression économique avec déflation (\searrow absolue des prix) = **effet cumulatif**

Innovations (majeures) => destructions créatrices => fluctuations économiques

Destructions créatrices => \nearrow firmes innovantes qui embauchent et \searrow « vieilles » firmes qui licencient => destruction-crédation d'emplois, d'entreprises, de secteurs industriels, de biens et services Cycle ascendant jusqu'à l'arrivée à maturité de l'innovation, puis déclin et donc cycle descendant Déréglementation financière et politique monétaire accommodante (paradoxe de la tranquillité) => \searrow taux d'intérêt => \nearrow endettement et bulles => krach => resserrement du crédit et insolvabilité => surendettement et faillites

Chapitre 7 : L'intégration économique et monétaire européenne permet-elle de favoriser la croissance et de limiter les fluctuations ?

Intégration européenne :

- marché unique
- monnaie unique

L'intégration économique permet des **économies d'échelle** correspondant à la baisse du coût unitaire d'un produit qu'obtient une entreprise en accroissant la quantité de sa production.

Intégration monétaire => \nearrow interdépendances entre politiques macroéconomiques des Etats membres :

- BCE : politique monétaire unique et uniforme aux pays quel que soit leur taux d'inflation
 - politiques budgétaires nationales mais fortement contraintes par le PSC
 - Dumping fiscal
 - Très faible budget européen (1% du PIB européen) ne permettant pas de mener des politiques structurelles recommandées par théories croissance endogène
 - Faiblesse de l'Europe sociale et politique
- = difficile coordination des politiques économiques conjoncturelles comme structurelles dans l'UE

Chapitre 8 : Le travail est-il une marchandise comme les autres ?

	Théorie économique	Sphère médiatique
Les travailleurs...	Offre de travail	Demande d'emploi
Les employeurs...	Demande de travail	Offre d'emploi

Modèle NC de base :

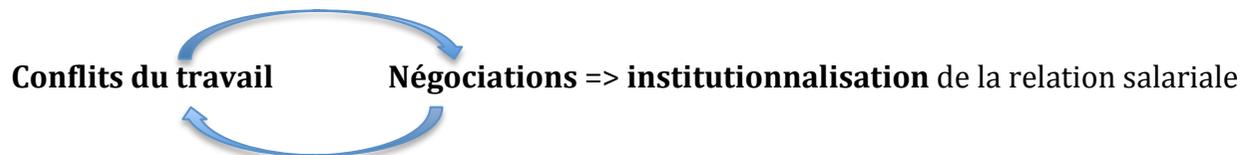
- O de travail $>$ D de travail = chômage $\Rightarrow \searrow$ salaires $\Rightarrow \nearrow$ préférence loisir \Rightarrow retour à l'équilibre
- O de travail $<$ D de travail = plein emploi voire pénurie $\Rightarrow \nearrow$ salaires $\Rightarrow \searrow$ préférence loisir \Rightarrow retour à l'équilibre

Modèle NC amendé :

- hétérogénéité du travail
- asymétrie d'information entre O et D de travail \Rightarrow salaire d'efficience $>$ salaire d'équilibre \Rightarrow chômage

Salaire dépend de :

- O/D de travail
- Négociations salariales
- Conventions collectives
- SMIC



Preuve : l'obligation de négocier dans le cadre du passage décentralisé aux 35h a occasionné une \nearrow des conflits du travail.

Chômage NC : O de travail $>$ D de travail car salaires trop élevés / productivité travailleur \leq \searrow coût travail (\searrow salaire ou \searrow cotisations sociales)

Chômage keynésien : O de B&S $>$ D de B&S car salaires réels trop faibles \leq Politique de relance pour \nearrow salaires réels et relancer la consommation

Chômage structurelle : inadéquation entre O et D de travail ou entraves à la flexibilité du marché du travail \leq formation main-d'œuvre ou flexibilisation du marché du travail

Flexibilisation = \nearrow flexibilité...

- du marché du travail (assouplissement droit du licenciement et contrats de travail moins contraignants pour l'employeur)
- de l'organisation du travail (polyvalence des travailleurs, annualisation durée travail, chômage partiel, heures supplémentaires facilitées...)
- de la production (sous-traitance, externalisation)

Effritement du salariat :

- montée des emplois atypiques
- chômage de masse
- concurrence des pays à bas salaire
- désyndicalisation

=> fragilisation du travail comme instance d'intégration

Chapitre 9 : Quels liens sociaux dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Les fonctions des différentes instances d'intégration

	Fonctions	Fragilisation
Famille	Socialisation primaire (ex : premiers apprentissages de la politesse), acquisition des rôles et des rapports de sexe ; lieu de solidarités multiples (affective et pécuniaire)	↗ célibat subi ↗ séparations ↗ familles monoparentales (sur-pauvreté)
École	Socialisation primaire et secondaire, facilite l'insertion professionnelle ; accès à une culture générale ; égalité des chances et méritocratie (sélection d'une élite)	Maintien des inégalités sociales de réussite scolaire ↗ ségrégation entre les filières du bac, les poursuites d'études sup et les établissements scolaires massification ≠ démocratisation
Travail (instance principale)	Accès à un revenu et donc une norme de consommation ; procure un statut social (utilité sociale et estime de soi) et des droits sociaux, lieu de sociabilité et de socialisation secondaire.	Chômage de masse ↗ précarité ↗ travailleurs pauvres
État	Transcende les formes particulières d'appartenance ; accès à la citoyenneté et à la protection sociale (Etat providence) : assurances sociales pour tous et assistance pour les plus démunis	Crise de financement, d'efficacité, de légitimité
Communautés (groupes de pairs, associations...)	Sociabilité, convivialité, solidarité, épanouissement personnel	

Modernité des sociétés => ↗ individualisme => ↘ solidarité mécanique et ↗ solidarité organique

4 grandes instances d'intégration :

- famille
- école
- travail
- Etat

Les mutations économiques et sociales fragilisent ces instances qui se transforment et sont mises en difficulté pour intégrer les individus.

Perte d'emploi + liens familiaux fragiles => ↗ risque de désaffiliation d'où importance Etat-Providence en période de chômage de masse

Chapitre 10 : La conflictualité sociale, pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

4 acceptions du rôle du conflit social :

- pathologie de l'intégration sociale (anomie cad manque de liens sociaux)
- facteur de cohésion sociale (liens entre les individus mobilisés, réveil le sentiment d'appartenance, ce sont les individus les plus intégrés qui se mobilisent le plus)
- moteur du changement social (conflits engendrent souvent de nouveaux droits, nouvelles valeurs progressistes)
- résistance au changement (NIMBY et qualification afin de discréditer un mouvement social)

Mutations des conflits sociaux :

- ↘ conflits traditionnels du travail (avec grève > 2j)
- ↗ nouveaux conflits du travail (sans grève mais débrayage, pétition, refus d'HS)
- ↗ conflits sociétaux (société post-industrielle)

Chapitre 11 : Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Dotations factorielles (naturelles et construites) => avantages comparatifs + libre-échange => spécialisation + DIT => économies d'échelle => ↗ commerce international et croissance

Construction d'un avantage comparatif :

- investissements publics en infrastructures
- investissements publics en éducation et santé
- investissements publics en R&D
- remontée de filière (industrialisation en vol d'oies sauvage)
- protectionnisme éducatif

Mondialisation :

- ↗ commerce international (↘ coûts de transport des marchandises et données)
- ↗ DIT
- ↗ DIPP (↗IDE)
- ↗ flux de capitaux

Ancienne DIT :

- Echanges Nord/Sud de produits très différents
- Commerce inter-branches

Nouvelle DIT :

- Echanges Nord/Nord de produits similaires (commerce intra-branches)
- Echanges Nord/Pays émergents
- Commerce intra-firmes (DIPP)

Déterminants localisation FMN :

- Proximité des clients
- Proximité des concurrents
- Proximité des fournisseurs
- Proximité des matières premières
- Faible coût de la main-d'œuvre) faible coût UNITAIRE de la main-d'œuvre
- Main-d'œuvre qualifiée)
- Faible risque-pays (Etat et institutions marchandes forts)
- Territoire bien équipé en infrastructures de transport et télécommunication
- Fiscalité avantageuse

Compétitivité : capacité d'une entreprise ou d'un pays à gagner des parts de marché	
Compétitivité-prix	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau des coûts de production - Comportements de marge des producteurs - Niveau du taux de change
Compétitivité hors-prix (structurelle)	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité - Innovation - Image de marque

Echanges internationaux...	Consommateurs	Producteurs	Travailleurs
Avantages	Offre de B&S abondants Gains de pouvoir d'achat Variété	Débouchés supplémentaires ↘ coût des consommations intermédiaires Transferts technologiques	Création d'emplois dans les secteurs exportateurs
Inconvénients		Faillite des moins compétitifs / concurrence internationale	Chômage Pression à la ↘ sur les salaires

Fondements des politiques protectionnistes :

- Protection d'activités stratégiques (culture, militaire, énergies, indépendance alimentaire...)
- Protectionnisme éducateur (Friedrich LIST) : donner le temps de se développer/moderniser pour affronter la concurrence internationale
- Crainte des licenciements et du chômage national
- Se protéger du dumping social
- Représailles face à la concurrence jugée déloyale

Outils du protectionnisme :

- droits de douane
- quotas
- normes environnementales, sanitaires
- subventions des exportateurs
- sous-évaluation monnaie

Risques du protectionnisme :

- perte de compétitivité par excès de protection
- prix élevé au détriment du pouvoir d'achat des consommateurs
- risque d'escalade : rétorsions (cf. Chine UE / panneaux photovoltaïques)
- effet cumulatif récessif au niveau mondial

	Etat des pays d'accueil des FMN	Travailleurs des pays d'accueil des FMN
Avantages	Transferts de technologie Croissance	Création d'emplois par les FMN ↗ salaire par diffusion des salaires FMN aux firmes locales
Inconvénients	Mise en concurrence des territoires pour attirer les FMN ↘ recettes fiscales (exonérations) ↗ dépenses publiques (subventions, construction d'infrastructures dédiées aux FMN)	Destruction d'emplois locaux ↗ inégalités => tensions sociales

Chapitre 12 : Comment s'opère le financement de l'économie mondiale ?

Balance des paiements toujours en équilibre, ce sont les comptes intermédiaires qui sont déficitaires ou excédentaires. Pour la France, le **compte des transactions courantes** est déficitaire d'abord à cause du **déficit commercial** (X/M biens et services, flux de revenus **avec le reste du monde**), d'où symétriquement un excédent du **compte financier**.

D devise > 0 devise => appréciation (ou réévaluation)

D devise < 0 devise => dépréciation (ou dévaluation)

Principaux déterminants de l'offre et de la demande de devises :

- facturation du commerce international
- flux de revenus
- IDE
- IPF (placements)
- Spéculation (différentiels de taux d'intérêt et produits dérivés)

Politique monétaire → Taux d'intérêt → Mouvements de capitaux → Taux de change → Compétitivité-prix → Solde balance commerciale

↗€//\$ => appréciation de l'€//\$ => renchérissement prix des X et baisse prix des M (vis-à-vis USA) => ↘X et ↗M => déficit commercial => ↘ entrée et ↗ ventes d'€ => ↘€//\$ => dépréciation de l'€ => baisse prix des X et renchérissement prix des M => ↗X et ↘M => excédent commercial => ↗ entrées et ↘ ventes d'€ =>...